

LE NUCLÉAIRE EST UN DANGER POUR TOUS L'INTÉRÊT COMMUN DOIT NOUS RASSEMBLER

L'atome est dangereux pour tous, à commencer par celles et ceux qui travaillent dans les installations nucléaires : en France, 220 000 salarié.e.s. Notre sécurité est entre leurs mains. Mais ni les travailleurs du nucléaire, ni les populations ne sont associés aux décisions, qui pourtant les concernent directement. Et si un accident majeur se produisait ici, les travailleurs-liquidateurs seraient sacrifiés, comme à Tchernobyl et à Fukushima. Car la vie humaine est secondaire dans le monde de l'argent et des lobbies.



Une région pilote pour une révolution énergétique et démocratique

C'est une autre logique que nous proposons. Une société qui met en priorité la santé, l'intérêt commun et une véritable démocratie. Une transition énergétique sans nucléaire (industrie du passé et de l'insécurité permanente) et au plus près des besoins réels des populations. Faire le choix des énergies renouvelables, c'est plus d'un million d'emplois d'ici 2020 (chiffres OFCE et ADEME), la construction et la rénovation de bâtiments économes, des dizaines de milliers d'emplois. La gestion des sites et des déchets radioactifs nécessiteront les compétences des travailleurs du nucléaire pendant des décennies.

Dépliant réalisé par :

Arrêt du nucléaire Hérault (Adn 34) ;

Greenpeace Montpellier ; Sortir du nucléaire Aude (Sdn 11) 2^e tirage – février 2019

Internet : arretdunucleaire34.org – fr-fr.facebook.com/GreenpeaceFranceMontpellier – sdn11.fr

Le territoire narbonnais a beaucoup d'atouts en terme d'énergies : du vent, du soleil, des côtes maritimes. Sa population est très mobilisée contre les dangers de son usine atomique. En faire une région pilote pour une expérimentation impliquant la population, les travailleurs de Malvési (voir encadré) et les associations, afin de décider ensemble des choix importants pour nos territoires et la sauvegarde d'une planète viable serait un formidable projet d'avenir, capable de mobiliser le plus grand nombre, notamment les plus jeunes. Un défi enthousiasmant à relever.

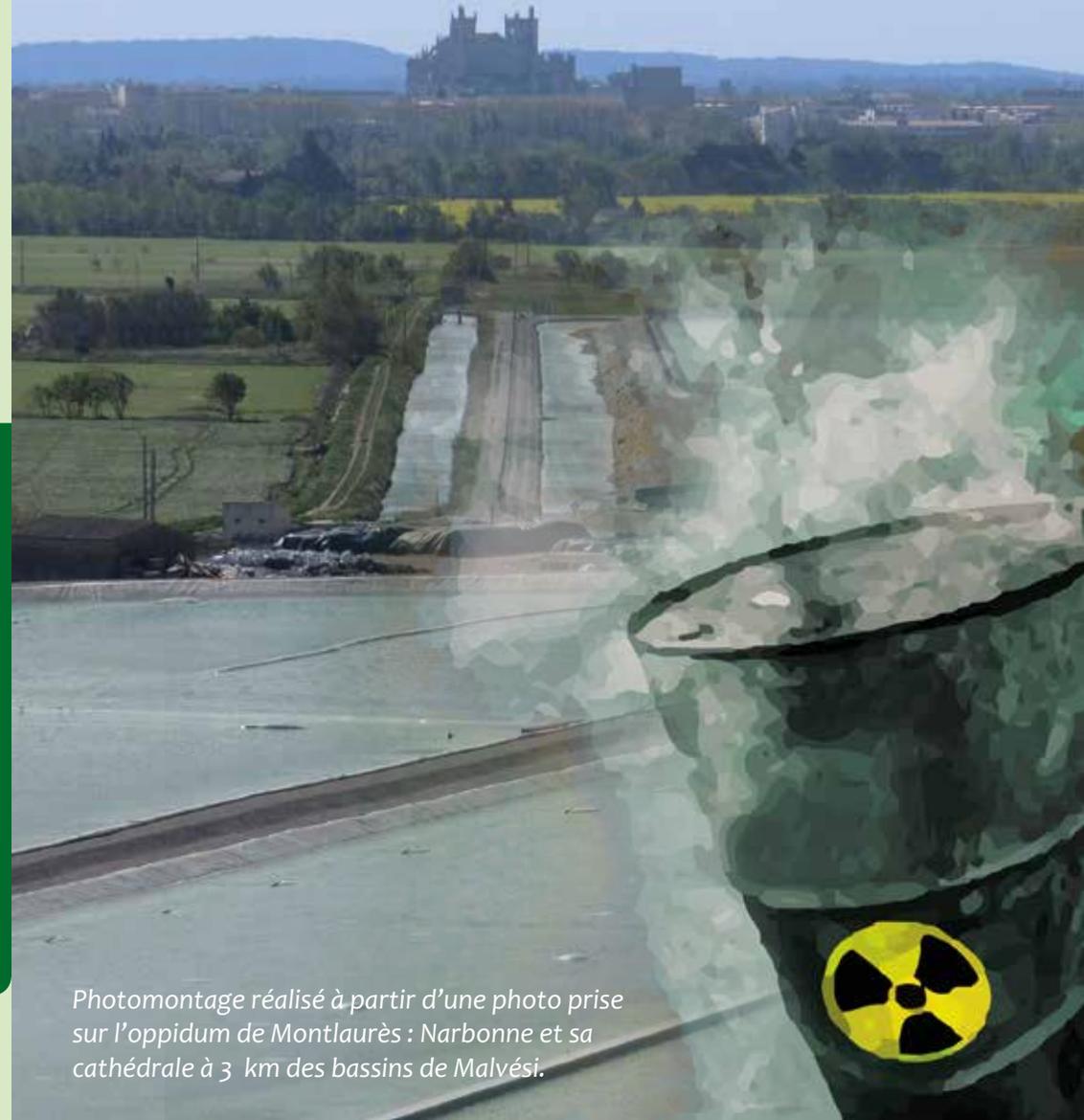
Appel aux travailleurs de la filière nucléaire

Une véritable transition énergétique démocratique doit se faire avec les travailleurs de la filière et pas contre eux. Il faudra trouver avec eux les solutions. Assurer la surveillance et le nettoyage des sites, penser la gestion des déchets, autant de tâches qui devront être effectuées dans la plus grande sécurité et nécessiteront le maintien des emplois pendant des années. Comme l'ensemble de la population, les travailleurs du nucléaire ne peuvent que bénéficier d'une stratégie au service de la santé de tous. Loin du mépris des patrons qui les emploient. Nous devons ensemble engager ce débat. C'est l'appel que nous lançons !

Narbonne

Nichée au cœur du Parc Naturel Régional de la Narbonnaise, au pied du site classé de la Clape. Ville d'art et d'histoire, de soleil et de vignes...

Menacée par l'industrie nucléaire



Photomontage réalisé à partir d'une photo prise sur l'oppidum de Montlaurès : Narbonne et sa cathédrale à 3 km des bassins de Malvési.

L'usine de Malvési, porte d'entrée du nucléaire



Entrée de l'usine de Malvési © Moulins - Creative Commons

C'EST À L'ENTRÉE DE NARBONNE

(Aude), à l'usine de Malvési (désormais Orano-Malvési), que se trouve le point d'entrée de l'uranium, le carburant de l'industrie nucléaire. L'usine raffine discrètement de l'uranium depuis que le Général de Gaulle l'a inaugurée en 1959 pour produire, à l'origine, des bombes atomiques « françaises ». Mais l'usine atomique n'a jamais été mentionnée dans les dépliants touristiques de la Narbonnaise, connue pour ses plages, son vin, sa cathédrale et les vestiges de son port romain.

La longue route de l'uranium « français » commence en Afrique et en Asie pour l'essentiel (au Kazakhstan notamment) et dans une moindre mesure au Canada et en Australie. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire en France, le nucléaire n'assure en rien notre indépendance : **100 % de l'uranium utilisé dans nos centrales est importé.** Cet uranium est extrait dans des conditions déplorables, auxquelles aucun travailleur français n'accepterait d'être soumis, et dans des pays où les conditions de sécurité et de

santé publique sont ignorées. Le nucléaire est ainsi emblématique d'une industrie aux pratiques néocoloniales de pillage des ressources dans des pays dominés militairement et économiquement.

Le minerai est transporté par navire dans les grands ports européens : Hambourg, Le Havre, Fos-sur-mer, etc. puis acheminé à Malvési. Une grande partie de la production du site est ensuite expédiée en train jusqu'à l'usine Comurhex de Pierrelatte dans la Drôme pour y subir une nouvelle transformation avant enrichissement. Le reste est exporté.

25 % de la production mondiale

Malvési est la plus importante des cinq usines de conversion d'uranium qui fonctionnent encore dans le monde. Les autres sont au Canada, en Chine et deux en Russie. L'usine de conversion de Métropolis aux États-Unis a fermé ses portes en 2017, en raison de plusieurs accidents graves, de lourds conflits sociaux et du déclin mondial de l'industrie nucléaire depuis Fukushima.

Pollution chimique et radioactive

L'usine de Malvési procède au raffinage des concentrés de minerai d'uranium

Comurhex, Areva...

Orano : changer de nom ne change pas les pratiques !

Et ne doit pas faire oublier les nombreux scandales qui entachent le monde du nucléaire : pratiques colonialistes dans les pays d'extraction, affaire Uramin, pièces défectueuses en fonction dans les centrales, certificats falsifiés, malversations, travailleurs au noir sur le chantier de l'EPR...

À Malvési même : négligences, omissions, dissimulations, achats des consciences.

(yellow cake) puis à la conversion (fluoruration) de l'uranium en tétrafluorure d'uranium (UF₄), par divers procédés physico-chimiques mettant en œuvre d'énormes quantités d'acide nitrique, d'ammoniac (3 000 à 4 000 tonnes par an), d'hydrogène et d'acide fluorhydrique (4 000 à 5 000 tonnes par an).

Sur 60 hectares, le site comprend une aire de stockage pouvant contenir jusqu'à 40 000 tonnes d'uranium (la quantité exacte reste un secret industriel) et une douzaine de bassins de décantation, d'évaporation, de lagunage et d'entreposage. Ces bassins fonctionnent comme un marais salant laissant s'évaporer l'eau naturellement par l'action du soleil et du vent. Ils recueillent les résidus de 60 années de production, soit 374 000 m³ de liquides nitrates radioactifs. 350 000 m³ de boues nitrates radioactives constituent le fond des bassins, ainsi que 300 000 m³ de terres contaminées par la radioactivité sous les bassins en raison des infiltrations. **Soit plus d'un million de m³ de déchets à la fois chimiques et radioactifs sur le site de Malvési** (300 piscines olympiques). Il faut les ajouter aux 1,5 million de m³ de déchets radioactifs répertoriés sur le territoire français par le dernier inventaire de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) arrêté à fin 2016.

Un site à très haut risque

Les risques chimiques et toxiques font de Malvési une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à la directive Seveso des sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs avec **un risque technologique industriel de « seuil haut »** dit Seveso 2.

Classement INB ? Une loi sur mesure et une usine qui dissimule

Alors que l'usine manipule des matières radioactives depuis toujours, un tour de

passage juridique lui a permis d'éviter un classement en INB (Installation Nucléaire de Base) pourtant totalement justifié en raison du volume d'uranium traité !

Mieux encore, entre 1960 et 1983, l'usine a traité de l'uranium provenant de combustibles irradiés à Marcoule et qui impliquait de fait un classement en INB. **Ces combustibles usés contiennent les plus dangereux radioéléments artificiels : plutonium, américium, technétium etc.**

L'usine l'a longtemps dissimulé. Ce n'est que suite à l'accident de 2004 (voir plus bas) et après les analyses de la CRIIRAD (laboratoire indépendant) en 2006, puis de l'ASN (Autorité de Sûreté nucléaire) que cette dernière oblige, en 2009, l'exploitant à un classement en INB. Ce sera chose faite en 2015 mais sur deux bassins seulement (B1, B2) ! Le classement de la totalité de l'usine en INB devrait pourtant aller de soi, comme le réclament les antinucléaires. D'autant que les bassins B1 et B2 ont déversé leurs boues lors de la rupture de digue en 2004 répandant la radioactivité !

Incidents et accidents multiples

Mars 2001, trois wagons remplis de 100 tonnes d'acide fluorhydrique dérailent en gare de Narbonne entraînant l'évacuation partielle de la population.



Mars 2004, rupture de digue. Les bassins B1 et B2 relâchent 30 000 m³ de résidus contenant uranium, radium, plutonium, américium... L'usine sera stoppée.

Janvier 2006, inondations et dispersion de nitrate sur le site et dans le canal de la Mayral.

Juin-juillet 2006, fuite d'effluents radioactifs contaminant le site et les voies ferrées.

Juillet 2007, une trentaine de kg de matière radioactive se répand lors du déchargement d'un fût d'uranium percé.

23 et 24 août 2009, l'usine déverse fluor et ammonium, contaminant les eaux du canal de Tauran, de la Robine jusqu'à l'étang de Bages-Sijean et Port-la-Nouvelle, tuant les poissons et interdisant l'arrosage agricole. En 2011, la Comurhex sera condamnée à 60 000 € d'amende pour ses graves négligences ayant causé cette pollution.

19 septembre 2018, explosion d'un fût provenant d'une activité militaire. Présence de métaux lourds, d'uranium métal, de nobium. Deux salariés blessés.

Maladies, décès, cynisme de l'usine
François Gambart, décédé en 2001 d'une leucémie aiguë survenue en 1999.

Bernard Moya, décédé d'un cancer broncho-pulmonaire.

Pour ces 2 personnes la maladie professionnelle sera reconnue post-mortem.

Michel Leclerc travaille à Malvési de 1980 à 1984. Il a souffert d'une leucémie myéloïde chronique reconnue maladie professionnelle en 1992. La Comurhex sera condamnée en justice pour faute en 1999. Le TGI de Narbonne déclare en 2012 que la Comurhex est entièrement responsable, jugement cassé en 2013 par la Cour d'appel de Montpellier. Serge Belli, sous-traitant contaminé lors de travaux effectués au pied de la digue effondrée en 2004. Il déclare une leucémie lymphoïde chronique en 2007.

La direction de l'usine n'hésite donc pas à faire appel des jugements et y met les moyens. Elle pousse parfois le cynisme à offrir une "compensation" pour éviter les procédures judiciaires, sources de mauvaises publicités. Par exemple en proposant un emploi à un membre de la famille, ou même en envoyant un chèque de 5 000 francs à la famille d'un employé décédé! (Source Revue XXI, n° 29).

QUEL AVENIR POUR MALVÉSI ?

En dépit du déclin mondial du nucléaire (de plus en plus cher, de plus en plus dangereux) et face à l'essor d'autres sources d'énergies, le projet Comurhex 2 lancé à Malvési et dans la Drôme pour augmenter la capacité de conversion de 50 %, d'environ 14 000 tonnes par an actuellement, à 21 000 tonnes est un leurre qui apparaît aujourd'hui totalement dépassé.

Notre vision de l'avenir est tout autre. Pour une transition énergétique sans nucléaire, encourageant l'ensemble de la population à prendre son destin en main et ne pas laisser des « spécialistes » décider à sa place. (voir article de la dernière page)

THOR: Projet de traitement des déchets nitrates

En 2016, Areva Malvési (désormais Orano) a déposé une demande d'autorisation de construction d'une unité de traitement concernant une partie des déchets, les effluents liquides concentrés en nitrates. Ce projet de Traitement des nitrates (TDN, procédé THOR) en raison des risques de pollution atmosphérique très importants au quotidien, d'incertitudes sur le procédé utilisé et du gaspillage des ressources qu'il va engendrer n'est pas acceptable: Combustion de 5 700 tonnes de charbon/an, de gaz, d'électricité et d'eau: pour traiter 20 000 m³ d'effluents chaque année, THOR consommera 80 000 m³ d'eau.

C'est un traitement thermique, un "incinérateur" qui produirait 40 000 m³ de fumée/heure contenant des dizaines de polluants (Oxyde d'azote [NOx], dioxyde de soufre, COV [benzène, phtalate DEHP...]).

Dans une région ensoleillée, le dioxyde d'azote se transforme en ozone et avec les particules fines c'est le cocktail magique de la pollution de l'air!

Depuis l'annonce de ce projet dangereux pour la santé et l'environnement la mobilisation ne faiblit pas. Réunions, débats, manifestations (jusqu'à 3 000 manifestants à Narbonne en novembre 2017) auront rassemblé de nombreuses personnes et organisations: Rubresus, TCNA (Transparence des Canaux de la Narbonnaise), COL.E.R.E, les Familles Papillons, les militants antinucléaires de l'Aude et de l'Hérault. Un collectif s'est créé: le COVIDEM (Collectif de Vigilance des Déchets de Malvési).

Mais ni la très forte opposition de la population, appuyée par de nombreuses personnalités, d'élus, d'acteurs du tourisme et de la vigne, ni une contre-expertise confirmant toutes les inquiétudes liées au projet, ni les lacunes du dossier d'enquête publique, ni la remise en cause d'un procédé expérimental, ni les émissions atmosphériques considérables, ni la consommation d'eau et d'énergies fossiles, ni les erreurs et approximations du rapport d'expertise... n'auront d'impact

sur la décision du préfet qui validera le projet d'Areva/Orano. La mobilisation en cours ne doit pas s'éteindre. Avec la bataille juridique menée par plusieurs associations, l'information auprès des populations continue. Elle doit s'étendre à l'ensemble des dangers que représente l'usine.

Car au-delà de l'inacceptable projet Thor, l'impact sur l'environnement et sur la santé est à l'œuvre depuis 60 ans à Narbonne, comme partout en France autour des installations nucléaires. Le projet Thor ne concerne qu'une partie du million de m³ de déchets chimiques et radioactifs présents sur le site et quel que soit le procédé de traitement, il ne sera pas sans conséquence.

NVH: Nouvelle voix humide

Été 2018, pendant les vacances, un nouveau projet est validé par le préfet, sans enquête préalable et sans information des populations. Il s'agit d'une nouvelle production de 300 t/an de dioxyde d'uranium (UO₂) à l'usine de Malvési. L'UO₂ entre dans la fabrication du combustible Mox, le combustible nucléaire le plus dangereux qui soit.

Nouveaux projets, nouvelles pollutions, nouveaux dangers, l'industrie nucléaire pollue tout au long du cycle. À Narbonne comme partout il faut en sortir.



LES MENSONGES DU NUCLÉAIRE

Le nucléaire serait une énergie non carbonée et une solution face au dérèglement climatique...!

C'est faux car le nucléaire ne représente que **2,5 %** de la consommation d'énergie mondiale, c'est à dire **PRESQUE RIEN**. Ainsi 1400 réacteurs construits en 40 ans ne réduiraient les émissions mondiales de CO₂ que de 4%! Si on veut réduire le CO₂, il faut peser en sur les transports, l'agriculture, l'industrie, secteurs qui produisent le plus de gaz à effet de serre.

Par ailleurs la chaîne du nucléaire est très carbonée: extraction, transformation, déchets... ainsi que les innombrables transports qu'elle engendre.

Passer ces informations sous silence est une scandaleuse manipulation.

LE COUP D'ÉTAT PERMANENT D'UNE INDUSTRIE À L'AGONIE

Alors que la plupart des pays d'Europe ont abordé le tournant post Fukushima en abandonnant ou en réduisant le nucléaire pour se tourner vers d'autres sources d'énergie, en France, l'État, irresponsable, poursuit un programme nucléaire dangereux, allant jusqu'à couvrir tous les scandales survenus depuis, au mépris de notre sécurité!

fonction toujours repoussée et un coût multiplié par 4 à près de 11 milliards d'€, l'utilisation de travailleurs au noir... on dresse le portrait d'une industrie en faillite et le scandale d'État qu'en constitue la poursuite sous perfusion avec les milliards versés par l'État pour sauver Areva et EDF de la banqueroute!

■ Nécessité d'investir 100 milliards d'€

les solutions proposées sont toujours hypothétiques, dangereuses et impactent irréversiblement l'avenir des générations à venir.

Face à ce constat, seule la puissance d'un lobby d'État où se retrouvent au coude à coude l'industrie nucléaire, les grands corps de l'État et la majorité de la classe politique (celle qui se partage le pouvoir depuis les débuts de l'atome) permet de faire obstruction à tout changement pourtant vital! Pour réponse, les pouvoirs publics protègent l'industrie avant de

protéger les personnes, et rehaussent les normes "acceptables" des niveaux d'exposition des populations en cas d'accident! La France est aussi à la pointe du programme Ethos (à l'œuvre à Tchernobyl et Fukushima) qui n'a d'autre objectif que de maintenir les populations en zone contaminée avec un dosimètre autour du cou afin de savoir, où planter, où marcher, où jouer avec un minimum de risques!

Les responsables de cette politique funeste imposée par le mensonge et la répression répondront-il un jour de leurs choix ?

Pour notre part, nous affirmons que l'arrêt du nucléaire est une urgence.



© Bodoklecksell - Creative Commons



© Domenjod - Creative Commons

■ **Affaire Uramin:** achat à prix d'or par Areva de mines surévaluées en Afrique et qui n'auront produit que commissions et rétrocommissions!

■ **Pièces défectueuses** de l'usine d'Areva Creusot-Forge, utilisées depuis des années dans au moins 18 réacteurs: informations cachées et certificats de conformité des pièces falsifiés!

■ **Véritable fiasco industriel**, l'EPR de Flamanville, en construction, cumule: bétons mal coulés, acier de la cuve (pièce maîtresse) fragilisé et non conforme aux normes de sécurité, tuyauteries corrodées avant même son démarrage, soudures défectueuses... Si l'on ajoute une mise en

pour prolonger la durée de vie de réacteurs dont 42 sur 58 ont atteint ou dépassé les 30 ans d'âge pour lesquels ils ont été conçus! Autant d'argent détourné d'autres sources d'énergie, pour des réacteurs en bout de course.

■ **Plus de 1000 incidents et anomalies chaque année** relevés par l'ASN (Autorité de Sûreté du Nucléaire). Un chiffre qui a doublé en dix ans. Le président de l'ASN, M. Chevet déclarait en 2016: « le contexte en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection est préoccupant »!

■ **Des tonnes de déchets accumulés** sans solution pour les traiter (voir encadré ci-contre). Après soixante ans de recherches,

À gauche, la centrale de Paluel en Seine-Maritime.

Dévastant les paysages, le nucléaire est une industrie violente et antidémocratique qui impose un État hypercentralisé sous surveillance policière perpétuelle.

La seule activité des centrales pollue quotidiennement de manière insidieuse. Les leucémies infantiles augmentent de façon importante dans un rayon de 5 km autour des centrales nucléaires françaises - jusqu'à 2,2 fois plus chez les enfants de moins de 5 ans! (Étude Inserm).

À BURE, DANS LA MEUSE, LES DÉCHETS SOUS LE TAPIS!

CIGÉO, un projet fou: 300 km de galeries à 500 m de profondeur pour stocker 80 000 m³ des déchets les plus dangereux, concentrant 99% de la radioactivité produite en France. En surface 350 ha pour la réception des déchets, le conditionnement et le stockage d'attente, 2 transports hautement radioactifs par semaine pendant 100 ans. Un coût exorbitant de 35 milliards d'€.

CIGÉO, censé ne pas bouger pendant 100 000 ans... Les volcans d'Auvergne étaient encore en activité il y a 8 000 ans!

Des risques énormes: mouvements de terrain, infiltrations, contamination des eaux souterraines; risques d'incendie, d'explosion dus à la présence d'hydrogène, de contamination de l'air en surface...

Des techniques récentes non encore éprouvées, de nombreuses inconnues,

un niveau de radioactivité tel qu'il empêcherait toute intervention en cas d'accident.

Ces dangers sont largement sous-estimés par l'ANDRA* qui veut imposer CIGÉO à tout prix. Ainsi l'industrie nucléaire, en grande difficulté, pourrait prétendre avoir une solution pour des déchets, en réalité, ingérables!

Mais une résistance inattendue se lève malgré l'isolement du site très peu habité, malgré les millions d'euros déversés pour acheter les consciences, malgré une violente répression: évacuation musclée du bois Lejuc, lieux de vie investis, matériel saisi, opposants surveillés, intimidés, poursuivis en justice, manifestants gazés et blessés...

La résistance doit encore se renforcer et s'étendre au-delà de la Meuse, dans tout le pays, contre cet héritage honteux abandonné aux générations futures.

De Malvés à Bure: Déchets nucléaires, ne pas enfouir. IL FAUT ARRÊTER D'EN PRODUIRE!

* Agence Nationale pour la gestion des Déchets RADIOactifs